

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 31.337/4

DE LA SECTION DE LEGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de l'Emploi, de l'Economie, de l'Energie et du Logement de la Région de Bruxelles-Capitale, le 23 février 2001, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté "modifiant l'arrêté du 3 février 1994 portant exécution de l'ordonnance du 7 octobre 1993 organique de la revitalisation des quartiers", a donné le 25 juin 2001 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES 31.337/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 23 februari 2001 door de Minister van Tewerkstelling, Economie, Energie en Huisvesting van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van besluit "tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 3 februari 1994 tot uitvoering van de ordonnantie van 7 oktober 1993 houdende organisatie van de herwaardering van de wijken", heeft op 25 juni 2001 het volgende advies gegeven :

EXAMEN DU PROJET

Préambule

1. A l'alinéa 3, il y a lieu d'écrire :

"Vu l'avis de l'inspecteur des finances, donné le 17 janvier 2001;".

2. A l'alinéa 4, il convient d'ajouter la date du 19 janvier 2001.

3. A l'alinéa 5, il n'y a pas lieu de mentionner la date de la délibération du Gouvernement.

4. A l'alinéa 6, il y a lieu d'écrire :

"Vu l'avis 31.337/4 du Conseil d'Etat, donné le 25 juin 2001, en application (la suite comme au projet);".

Dispositif

Article 1er

Au 8° en projet de l'article 1er de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-capitale du 3 février 1994 portant exécution de l'ordonnance du 7 octobre 1993 organique de la revitalisation des quartiers, mieux vaut

.../...

remplacer les mots "bénéficiaire de subventions" par les mots "qui sollicite ou a obtenu des subventions".

Article 2

1. Il y a lieu, dans la troisième phrase du texte actuel de l'article 2, devenant l'article 2, alinéa 1er, de l'arrêté du 3 février 1994 précité, de remplacer les mots "de la commune" par les mots "du bénéficiaire".

2. Comme en a convenu la fonctionnaire déléguée, mieux vaut rédiger l'alinéa 2 en projet de l'article 2 de l'arrêté du 3 février 1994 précité, en ce sens que, d'une part, les subventions accordées en vertu de l'arrêté en projet peuvent être cumulées, pour les opérations que comprend le programme quadriennal, avec l'intervention financière d'autres autorités publiques que la Région, pour autant que le montant cumulé de ces aides ne dépasse pas le coût de l'investissement, et que, d'autre part, le bénéficiaire informe la Région, en ce cas, des interventions qu'il sollicite de ces autorités et de celles que ces dernières lui accordent.

Article 3

1. La phrase liminaire de cet article sera rédigée comme suit :

"Art. 3. L'article 3 du même arrêté, modifié par l'arrêté du 30 mai 1996, est remplacé par la disposition suivante :"

.../...

2. Le paragraphe 2 en projet de l'article 3 de l'arrêté du 3 février 1994 précité, est ainsi rédigé que, contrairement à ce que prévoit le texte actuel de l'arrêté, les bâtiments qui sont visés ne peuvent être affectés à des activités communautaires et de service social de proximité.

Or, d'après la fonctionnaire déléguée, telle n'est pas l'intention de l'auteur du texte.

Celui-ci sera donc revu, en veillant à ce que soit respectée l'affectation principale applicable dans le cas des opérations visées à l'article 4, 1°, de l'ordonnance du 7 octobre 1993 précitée, à savoir l'habitat (1).

Article 4

1. La phrase liminaire de cet article sera rédigée comme suit :

"Art. 4. A l'article 4 du même arrêté, modifié par l'arrêté du 30 mai 1996, sont apportées les modifications suivantes :".

(1) Sur la définition de l'"habitat" et le caractère accessoire que prévoit cette définition pour l'affectation d'un immeuble ou d'une partie d'immeuble à des activités communautaires et de service social de proximité, voir l'article 2, 5°, de l'ordonnance.

2. Dans la version française du texte de l'article 4, § 2, de l'arrêté du 3 février 1994 précité, il convient également :

- a) de remplacer les mots "de la commune" par les mots "du bénéficiaire";
- b) de remplacer les mots "à la commune" par les mots "au bénéficiaire".

3. La modification de l'article 4 de l'arrêté du 3 février 1994 précité, qui est visée au littera c) concerne le paragraphe 3, et non pas le paragraphe 4, de cet article.

Article 7

S'il est donné suite à l'observation n° 2 faite au sujet de l'article 2, l'article 7, § 3, de l'arrêté du 3 février 1994 précité, peut être purement et simplement abrogé.

Article 9

1. L'article 9bis, § 1er, en projet de l'arrêté du 3 février 1994 précité, appelle les observations suivantes :

- a) Au 3°, comme en a convenu la fonctionnaire déléguée, mieux vaut écrire "scolaire ou économique".

.../...

b) Selon le 8° et le 9°, la commission locale de développement intégré comprend "un représentant de l'administration de la Commission communautaire française" et "un représentant de l'administration de la Commission communautaire flamande".

Il résulte du principe de l'autonomie respective de l'autorité fédérale, des Régions et des Communautés - ainsi que de la Commission communautaire française, lorsque celle-ci exerce des compétences de la Communauté française - qu'une Région ne peut prévoir la représentation, dans les organes qu'elle institue, d'autorités relevant d'autres niveaux de pouvoirs qu'en respectant l'une des deux manières de procéder ci-après :

- soit la représentation de ces autorités est purement facultative; en ce cas, le texte sera rédigé en conséquence;
- soit la représentation desdites autorités présente un caractère obligatoire; en ce cas, la Région est tenue de respecter l'article 92ter, alinéa 2, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, qui est rédigé comme suit :

"Les gouvernements communautaires et régionaux, chacun en ce qui le concerne, règlent par arrêté pris de l'accord du Roi et des autres gouvernements, selon le cas, la représentation de l'autorité fédérale et, le cas échéant, des autres Communautés et Régions, dans les organes de gestion ou de décision des institutions

.../...

et organismes communautaires et régionaux, notamment consultatifs et de contrôle, qu'ils désignent" (2).

Le 8° et le 9° seront revus en tenant compte de cette observation.

2. Il résulte de l'article 5, § 2, alinéa 2, de l'ordonnance du 7 octobre 1993 précitée, qu'il incombe au Gouvernement de fixer les règles générales de fonctionnement des commissions locales de développement intégré.

Le Gouvernement ne peut donc se limiter, comme l'envisage pourtant la disposition à l'examen, à charger le conseil communal d'adopter le règlement d'ordre intérieur de la commission.

La disposition à l'examen sera revue en conséquence.

(2) Voir, sur ce point, l'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 15/99 du 10 février 1999. En l'espèce, ceci impliquerait que donnent leur accord, d'une part, le collège de la Commission communautaire française et, d'autre part, le Gouvernement flamand, en ce qui concerne la représentation de la Commission communautaire flamande.

Article 12

1. La phrase liminaire de cet article sera rédigée comme suit :

"Art. 13. Dans l'article 13 du même arrêté, modifié par l'arrêté du 10 février 2000, les mots (la suite comme au projet)".

2. En étant rédigée en ce sens que le programme quadriennal est adressé au Gouvernement au plus tard "à l'échéance fixée par ce dernier", la disposition à l'examen ne garantit pas que, selon les termes de l'article 5, § 3, de l'ordonnance du 7 octobre 1993, "les communes disposent d'un délai de neuf mois à compter de la notification de l'arrêté prévu à l'article 13 pour transmettre leur programme au gouvernement".

La disposition à l'examen sera revue en conséquence.

Article 13

Le recours à la technique contractuelle prévue à l'article 14, § 4, en projet de l'arrêté du 3 février 1994 précité, ne se concilie pas avec le procédé de l'action unilatérale que consacre l'ordonnance du 7 octobre 1993 précitée, principalement en ses articles 7 à 9.

Cette disposition sera donc omise.

.../...

Article 16

La modification de texte qui est visée au littéra e) concerne le paragraphe 4 de l'article 19, et non pas l'article 18 de l'arrêté du 3 février 1994 précité.

Article 17

A l'article 19, § 1er, alinéa 2 en projet, il y a également lieu de remplacer les mots "par la commune" par les mots "par le bénéficiaire".

Article 19

1. Le b) sera rédigé comme suit :

"b) Le paragraphe 2, première phrase, est remplacé par la disposition suivante :

"§ 2. Des acomptes sont liquidés à concurrence de 70 % du montant de l'intervention de la Région pour les opérations visées aux articles 3, 4, 6 et 7, § 1er, 7°;"".

2. Dans une des modifications apportées à l'article 21, § 3, de l'arrêté du 3 février 1994 précité, le texte en projet fait référence à l'article 14, § 4, du même arrêté.

.../...

Il est renvoyé, en ce qui concerne cette disposition, à l'observation faite au sujet de l'article 13 du projet d'arrêté.

Article 22

La phrase liminaire de cet article sera rédigée comme suit :

"Art. 22. A l'article 24 du même arrêté, modifié par l'arrêté du 30 mai 1996, les mots (la suite comme au projet)".

Article 24

La phrase liminaire de cet article sera rédigée comme suit :

"Art. 24. A l'article 25 du même arrêté, modifié par l'arrêté du 30 mai 1996, sont apportées les modifications suivantes :".

Article 25

1. La phrase liminaire de cet article sera rédigée comme suit :

"Art. 25. L'article 26 du même arrêté, modifié par l'arrêté du 30 mai 1996, est complété comme suit :".

.../...

2. A l'alinéa 1er en projet de l'article 26 de l'arrêté du 3 février 1994, il y a lieu d'écrire, dans le texte français, le mot "intérieur" au lieu du mot "inférieur".

3. A l'alinéa 2 en projet de l'article 26 de l'arrêté du 3 février 1994, il convient de préciser le type de motifs pour lesquels peuvent être octroyées les dérogations qu'envisage le texte.

Article 29

Il convient de charger de l'exécution de l'arrêté le(s) ministre(s) qui a (ont) ou qui aura (ont) en charge la matière réglée par l'arrêté (3), en respectant les compétences telles qu'elles sont énumérées dans l'arrêté du Gouvernement du 16 juillet 1999 (4) fixant la répartition des compétences entre les Ministres du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, modifié par les arrêtés du 30 septembre 1999 (5) et 19 octobre 2000 (6).

(3) Voyez Conseil d'Etat, Circulaire légistique formelle, version n° 3 du 1er mars 1999, p. 60 (cette circulaire peut être consultée sur le site Internet du Conseil d'Etat : <http://www.raadvst-consetat.be>).

(4) Moniteur belge du 27 août 1999.

(5) Moniteur belge du 11 novembre 1999.

(6) Moniteur belge du 8 novembre 2000.

L'article 29 sera donc rédigé comme suit :

"Art. 29. Le ministre qui a la revitalisation des quartiers dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.".

OBSERVATION FINALE

L'attention de l'auteur du projet est attirée sur ce que les montants sont uniquement exprimés en francs belges. Il est préférable que le montant soit exprimé en toutes lettres en euros dans les dispositions permanentes du projet d'arrêté et qu'une disposition transitoire, valable jusqu'au 1er janvier 2002, exprime le même montant, en toutes lettres également, en francs.

Les auteurs du texte en projet sont par ailleurs invités à effectuer le même exercice pour les montants mentionnés dans l'arrêté que le projet tend à modifier.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERPAanhef

1. In het derde lid behoort te worden geschreven :

"Gelet op het advies van de inspecteur van financiën, gegeven op 17 januari 2001;"

2. Het vierde lid behoort als volgt te worden gesteld :

"Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 19 januari 2001;"

3. In het vijfde lid behoort de datum van het besluit van de Regering niet te worden vermeld.

4. In het zesde lid behoort te worden geschreven :

"Gelet op advies 31.337/4 van de Raad van State, gegeven op 25 juni 2001, met toepassing van (voorts zoals in het ontwerp);".

.../...

Dispositief

Artikel 1

In het ontworpen onderdeel 8° van artikel 1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 3 februari 1994 tot uitvoering van de ordonnantie van 7 oktober 1993 houdende organisatie van de herwaardering van de wijken is het beter de woorden "begunstigde van toelagen" te vervangen door de woorden "die toelagen aanvraagt of gekregen heeft".

Artikel 2

1. In de derde zin van de huidige tekst van artikel 2, welke tekst artikel 2, eerste lid, wordt van het voormelde besluit van 3 februari 1994, moeten de woorden "de gemeente" worden vervangen door de woorden "de begunstigde".

2. De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat het ontworpen tweede lid van artikel 2 van het voormelde besluit van 3 februari 1994 beter aldus wordt gesteld dat, enerzijds, de subsidies die krachtens het ontworpen besluit worden toegekend, voor de in het vierjarenprogramma vervatte projecten gecumuleerd kunnen worden met een financiële tegemoetkoming van andere overheden dan het Gewest, voorzover het gecumuleerd bedrag van die steunmaatregelen niet hoger ligt dan de kostprijs van de investering en dat, anderzijds, de begunstigde het Gewest in dat geval op de hoogte brengt van de steun die hij bij die overheden aanvraagt en van de steun die hij van die overheden geniet.

.../...

Artikel 3

1. De inleidende zin van dit artikel behoort als volgt te worden gesteld :

"Art. 3. Artikel 3 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 30 mei 1996, wordt vervangen als volgt :".

2. De ontworpen paragraaf 2 van artikel 3 van het voormelde besluit van 3 februari 1994 is aldus geredigeerd dat de bedoelde gebouwen, in tegenstelling tot hetgeen in de huidige tekst is bepaald, niet kunnen worden bestemd voor gemeenschapsvoorzieningen of voor sociaal buurtwerk.

Volgens de gemachtigde ambtenaar is zulks evenwel niet de bedoeling van de steller van het ontwerp.

De tekst van het ontwerp dient dan ook te worden herzien, waarbij ervoor moet worden gezorgd dat rekening wordt gehouden met de hoofdbestemming die geldt voor de projecten bedoeld in artikel 4, 1°, van de voormelde ordonnantie van 7 oktober 1993, namelijk de woongelegenheid (7).

(1) Voor de definitie van de "woongelegenheid" en de omstandigheid dat de bestemming van een onroerend goed of een deel van een onroerend goed voor gemeenschapsvoorzieningen of voor sociaal buurtwerk als aanvullend wordt beschouwd, zie artikel 2, 5°, van de ordonnantie.

Artikel 4

1. De inleidende zin van dit artikel dient als volgt te worden gesteld :

"Art. 4. In artikel 4 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 30 mei 1996, worden de volgende wijzigingen aangebracht :".

2. In de Franse tekst van artikel 4, § 2, van het voormelde besluit van 3 februari 1994 moeten bovendien :

- a) de woorden "de la commune" worden vervangen door de woorden "'du bénéficiaire";
- b) de woorden "'à la commune" worden vervangen door de woorden "au bénéficiaire".

3. De in onderdeel c) aangegeven wijziging van artikel 4 van het voormelde besluit van 3 februari 1994 betreft paragraaf 3, en niet paragraaf 4 van dat artikel.

Artikel 7

Indien gevolg wordt gegeven aan opmerking nr. 2, betreffende artikel 2, kan artikel 7, § 3, van het voormelde besluit van 3 februari 1994 gewoon vervallen.

.../...

Artikel 9

1. Het ontworpen artikel 9bis, § 1, van het voormelde besluit van 3 februari 1994 geeft aanleiding tot de volgende opmerkingen :

a) De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat het beter is om in onderdeel 3° "de onderwijsinstellingen of de bedrijfswereld" te schrijven.

b) Volgens de onderdelen 8° en 9° hebben in de plaatselijke commissie voorgeïntegreerde ontwikkeling onder andere "een vertegenwoordiger van de administratie van de Franse Gemeenschapscommissie" en "een vertegenwoordiger van de administratie van de Vlaamse Gemeenschapscommissie" zitting.

Het beginsel dat de federale overheid, de Gemeenschappen en de Gewesten - alsook de Franse Gemeenschapscommissie, wanneer ze bevoegdheden van de Franse Gemeenschap uitoefent - autonoom naast elkaar bestaan, heeft tot gevolg dat een Gewest slechts kan bepalen dat overheden die onder een ander bevoegdheidsniveau ressorteren een of meer vertegenwoordigers hebben in een door hem opgericht orgaan indien het als volgt te werk gaat :

- ofwel bepalen dat de vertegenwoordiging van die overheden louter facultatief is, in welk geval de tekst dienovereenkomstig moet worden herzien;
- ofwel bepalen dat de vertegenwoordiging van die overheden verplicht is, in welk geval het Gewest zich dient te houden aan artikel 92ter, tweede lid, van de

.../...

bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, welke bepaling als volgt luidt :

"De Gemeenschaps- en Gewestregeringen regelen, ieder voor wat haar betreft, bij besluit, genomen na akkoord van de Koning en van de andere Regeringen, naargelang van het geval, de vertegenwoordiging van de federale overheid en, desgevallend, van de andere Gemeenschappen en Gewesten in de beheers- of beslissingsorganen van de gemeenschaps- en gewestelijke instellingen en organismen, onder meer met een adviserende en controlerende taak, die ze aanduiden." (8).

De onderdelen 8° en 9° dienen in het licht van deze opmerking te worden herzien.

2. Uit artikel 5, § 2, tweede lid, van de voormelde ordonnantie van 7 oktober 1993 volgt dat het aan de Regering staat om de algemene regels vast te stellen inzake de werkwijze van de plaatselijke commissies voor geïntegreerde ontwikkeling.

De Regering mag zich er dan ook niet toe beperken de gemeenteraad ermee te belasten het huishoudelijk reglement van de commissie goed te keuren, welk voornemen nochtans in de onderzochte bepaling tot uiting komt.

(2) Zie, wat dit punt betreft, arrest nr. 15/99 van 10 februari 1999 van het Arbitragehof. In casu zou dat impliceren dat de instemming vereist is van, enerzijds, het college van de Franse Gemeenschapscommissie en van, anderzijds, de Vlaamse Regering, wat de vertegenwoordiging van de Vlaamse Gemeenschapscommissie betreft.

De onderzochte bepaling behoort dienovereenkomstig te worden herzien.

Artikel 12

1. De inleidende zin van dit artikel moet als volgt gesteld worden :

"Art. 13. In artikel 13 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 10 februari 2000, worden de woorden (voorts zoals in het ontwerp)".

2. Doordat in de onderzochte bepaling gesteld wordt dat het vierjarenprogramma aan de Regering bezorgd wordt uiterlijk "op de verval dag die door deze laatste wordt bepaald", wordt er niet in gewaarborgd dat, zoals gesteld wordt in artikel 5, § 3, van de ordonnantie van 7 oktober 1993, "(...) de gemeenten over een termijn van negen maanden beschikken te rekenen vanaf de kennisgeving van het besluit bedoeld in artikel 13 om hun programma aan de Regering te bezorgen".

De onderzochte bepaling moet bijgevolg worden herzien.

Artikel 13

Het werken met een overeenkomst zoals bepaald in het ontworpen artikel 14, § 4, van het voormelde besluit van 3 februari 1994, is niet overeen te brengen met de werkwijze

.../...

van de eenzijdige actie die vastgelegd is in de voormelde ordonnantie van 7 oktober 1993, inzonderheid in de artikelen 7 tot 9 ervan.

Deze bepaling moet dus vervallen.

Artikel 16

De tekstwijziging die wordt vermeld in e) betreft paragraaf 4 van artikel 19, en niet artikel 18 van het voormelde besluit van 3 februari 1994.

Artikel 17

In het ontworpen artikel 19, § 1, tweede lid, dienen de woorden "Indien de gemeente" te worden vervangen door de woorden "Indien de begunstigde".

Artikel 19

1. Punt b) moet als volgt gesteld worden :

"b) Paragraaf 2, eerste zin, wordt vervangen als volgt :

"§ 2. Er worden voorschotten betaald ten belope van 70 % van het bedrag van de tegemoetkoming van het Gewest voor de operaties bedoeld in de artikelen 3, 4, 6 en 7, § 1, 7°;".

.../...

2. In de ontworpen bepaling wordt bij een van de wijzigingen die aangebracht worden in artikel 21, § 3, van het voormelde besluit van 3 februari 1994 verwezen naar artikel 14, § 4, van hetzelfde besluit.

Wat deze bepaling betreft, wordt verwezen naar de opmerking over artikel 13 van het ontwerp van besluit.

Artikel 22

De inleidende zin van dit artikel moet als volgt gesteld worden :

"Art. 22. In artikel 24 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 30 mei 1996, worden de woorden (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 24

De inleidende zin van dit artikel moet als volgt gesteld worden :

"Art. 24. In artikel 25 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 30 mei 1996, worden de volgende wijzigingen aangebracht :".

Artikel 25

1. De inleidende zin van dit artikel moet als volgt gesteld worden :

.../...

"Art. 25. Artikel 26 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 30 mei 1996, wordt aangevuld als volgt :".

2. In het ontworpen eerste lid van artikel 26 van het besluit van 3 februari 1994 moet in de Franse tekst "intérieur" worden geschreven in plaats van "inférieur".

3. In het ontworpen tweede lid van artikel 26 van het besluit van 3 februari 1994 moet worden gepreciseerd om welke redenen de in de bepaling omschreven afwijkingen kunnen worden toegekend.

Artikel 29

De minister die bevoegd is of zal worden, ofwel de ministers die bevoegd zijn of zullen worden voor de bij het besluit geregelde aangelegenheid (3) moet(en) worden belast met de uitvoering van het besluit, met inachtneming van de bevoegdheden opgesomd in het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1999 (4) tot vaststelling van de bevoegdheden van de Ministers van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, gewijzigd bij de besluiten van 30 september 1999 (5) en 19 oktober 2000 (6).

(3) Zie Raad van State, Circulaire wetgevingstechniek, versie nr. 3 van 1 maart 1999, blz. 60 (deze circulaire kan worden geraadpleegd op de Internet-site van de Raad van State : <http://www.raadvst-consetat.be>).

(4) Belgisch Staatsblad van 27 augustus 1999.

(5) Belgisch Staatsblad van 11 november 1999.

(6) Belgisch Staatsblad van 8 november 2000.

Artikel 29 moet dus als volgt gesteld worden :

"Art. 29. De minister bevoegd voor de herwaardering van de wijken is belast met de uitvoering van dit besluit."

SLOTOPMERKING

De aandacht van de steller van het ontwerp wordt erop gevestigd dat de bedragen uitsluitend in Belgische franken uitgedrukt zijn. Het is verkieslijk het bedrag voluit te schrijven en in euro's uit te drukken in de bepalingen van blijvende aard van het ontwerp van besluit en in een tot 1 januari 2002 geldige overgangsbepaling hetzelfde bedrag aan te geven, eveneens voluit geschreven en in franken uitgedrukt.

De stellers van de ontworpen tekst worden overigens verzocht hetzelfde te doen voor de in het besluit vermelde bedragen waarvan met het ontwerp de wijziging wordt beoogd.

.../...

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

R. ANDERSEN,

président du Conseil d'Etat,
voorzitter van de Raad van State,

P. LIENARDY,
P. VANDERNOOT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

J. van COMPERNOLLE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

B. GLANSDORFF,

Madame
Mevrouw

C. GIGOT,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par
M. B. JADOT, premier auditeur. La
note du Bureau de coordination a
été rédigée et exposée par
M. L. JANS, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door
de H. B. JADOT, eerste auditeur.
De nota van het Coördinatiebureau
werd opgesteld en toegelicht door
de H. L. JANS, adjunct-
referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néerlandaise
a été vérifiée sous le contrôle
de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst werd
nagezien onder toezicht van de H.
R. ANDERSEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

C. GIGOT

R. ANDERSEN